



Conseil économique et social

Distr. générale
17 février 2009
Français
Original : anglais

Reprise de la session d'organisation de 2009

18 et 19 mai 2009

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentation de candidatures,
confirmation de candidatures et nominations**

Nomination de 24 experts au Comité de l'administration publique

Note du Secrétaire général

En application de la résolution 2001/45 du Conseil économique et social, en date du 20 décembre 2001, le Conseil doit examiner les candidatures de 24 experts nommés par le Secrétaire général, qui siégeront à titre personnel pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 2010 et expirant le 31 décembre 2013. On trouvera ci-après des informations biographiques sur les 24 candidats nommés par le Secrétaire général.

M. Peter Anyang' Nyong'o (Kenya)

Ancien Ministre de la planification et du développement national, M. Nyong'o est actuellement Ministre des affaires médicales. Il est spécialiste des politiques socioéconomiques et des politiques favorables aux pauvres. Il a été député de sa circonscription de Kisumu Rural de 1992 à 1997 et il a été réélu pour un nouveau mandat (2003-2007). De 1994 à 1996, M. Anyang' Nyong'o a présidé le Comité des investissements publics. Auparavant, il avait été membre du Conseil d'administration de l'Institut Nelson Mandela pour le renforcement des compétences et la promotion de la science et de la technologie. Ses contributions à la recherche et à la démocratisation lui ont valu de recevoir en 1995 le prix Allemagne-Afrique. La Kenyan American Professional Association et Career Nation lui a également décerné le « Brain Gain Award » pour sa contribution à la lutte contre l'exode des cerveaux depuis l'Afrique. Entre 1987 et 1991, il a également dirigé les programmes de l'Académie africaine des sciences.



Najat Zarrouk (Maroc)

En mars 2006, M^{me} Zarrouk a été nommée Directrice de la formation et des ressources humaines de l'administration centrale et locale au Ministère de l'intérieur où elle travaille depuis 1983. De 2003 à 2006, elle a rempli les fonctions de Directrice des affaires juridiques, chargée des collectivités locales. Pendant 17 ans, elle a travaillé sous la direction du Secrétaire général de ce département ministériel ou en tant que Secrétaire générale dudit département, chargée de la liaison avec les autres départements ministériels. Elle est spécialiste du droit administratif, international et du droit de l'Organisation mondiale du commerce. Elle a participé à la mise en œuvre de nombreuses réformes de l'administration et du secteur public (privatisation, planification, simplification des procédures administratives, cybergouvernement, requête des citoyens, régionalisation, décentralisation, promotion de l'éthique, etc.). Elle dispense des cours dans des écoles et instituts de droit et d'administration et a publié des articles sur ces questions dans diverses revues marocaines. Elle est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Commerce et développement : du GATT à l'OMC*, préfacé par M. Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Odette Ramsingh (Afrique du Sud)

M^{me} Ramsingh est Directrice générale de la Commission de la fonction publique, une institution indépendante axée sur l'économie du savoir, chargée de superviser le bon fonctionnement des services publics sud-africains. À la demande du Président sud-africain, M^{me} Ramsingh a rejoint l'équipe de gestion stratégique, composée de trois membres, qui gère le Département des services pénitentiaires et a dirigé une équipe conjointe d'intervention et d'assistance pour assurer le bon fonctionnement du Ministère de l'intérieur. Elle a représenté l'Afrique du Sud à la réunion commune sur la mise en valeur des ressources humaines dans la fonction publique dans un contexte d'ajustement structurel et de transition, tenue au siège de l'Organisation internationale du Travail (Genève) et a été élue Présidente du Groupe des gouvernements. Elle siège également à la Commission d'enquête Desai, chargée d'examiner les plaintes pour irrégularités dans la province du Cap occidental. Elle a également publié un certain nombre d'articles dans des revues nationales et internationales et participe souvent à des réunions en tant qu'experte en matière d'administration publique. Elle est conseillère auprès de la Cour suprême de la République sud-africaine et membre du Conseil consultatif de l'International Management Association for Human Resources. M^{me} Ramsingh dirige actuellement le secrétariat intérimaire de l'Association of African Public Services Commissions et préside également le Groupe de travail sur l'African Public Service Human Resources Management Network parrainé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Titulaire d'une licence en lettres, d'une licence en droit et d'une maîtrise en gestion des entreprises, elle a été lauréate de la prestigieuse bourse d'études Nelson Mandela de l'Université de Sussex (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

M. Joseph Dion Ngute (Cameroun)

En décembre 1997, M. Dion Ngute a été nommé Ministre délégué auprès du Ministre des relations extérieures du Cameroun, chargé en particulier de la coopération avec les États membres du Commonwealth, poste ministériel qu'il continue d'occuper. Il supervise un grand nombre de questions bilatérales et multilatérales importantes pour le Gouvernement camerounais. Il représente, en particulier, le Cameroun au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, ainsi qu'à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à Banjul. En tant que membre de la Commission mixte camerouno-nigériane parrainée par l'ONU, il a participé aux négociations qui ont abouti à l'application de la décision de la Cour internationale de Justice du 12 octobre 2002 relative aux frontières terrestres et maritimes du Cameroun et du Nigéria. Ces négociations ont conduit à la rétrocession par le Nigéria de la presqu'île de Bakassi au Cameroun le 14 août 2008. M. Dion Ngute dirige également les négociations que le Cameroun mène à la Commission du golfe de Guinée. Avant d'entrer au Gouvernement, M. Dion Ngute était Directeur général de la prestigieuse École nationale d'administration et de magistrature de Yaoundé, chargée de la formation des hauts fonctionnaires de l'administration publique et de la magistrature de son pays pendant neuf ans. M. Dion Ngute est titulaire d'un doctorat en droit de Warwick University (Angleterre) (1982), d'une licence en droit de London University (1978) et d'une licence en droit de l'Université de Yaoundé (1977) et a publié des ouvrages portant sur le droit et l'administration publique. Il est chef traditionnel de la région du sud-ouest du Cameroun et a obtenu de nombreuses distinctions de différents ordres du Cameroun.

Vitoria Dias Diogo (Mozambique)

M^{me} Diogo est Secrétaire à la fonction publique depuis octobre 2007. De juillet 2006 à octobre 2007, elle a présidé l'ancienne Autorité nationale de la fonction publique mozambicaine. Au cours de cette période, elle a dirigé le processus de conception, d'élaboration et d'approbation du Programme de réforme de la fonction publique : Phase II (2005-2011) qui doit permettre de mieux fournir des services aux populations et au secteur privé au Mozambique et de la Stratégie de lutte contre la corruption de 2006 à 2010 pour lutter contre la corruption dans la fonction publique. De 2000 à juillet 2006, elle a été Secrétaire générale du Ministère du tourisme mozambicain, qui venait d'être créé. Elle a commencé à jouer un rôle de premier plan dans le secteur public en 1991 en tant que Directrice nationale de la gestion des ressources humaines au Ministère des travaux publics et de l'habitat. Elle a participé à la mise en œuvre de l'Accord général de paix signé en 1992 et était alors la seule femme occupant un poste de responsabilité en tant que coordonnatrice de la Commission de logistique du Conseil des ministres. M^{me} Diogo est titulaire d'une maîtrise en langues modernes de Salford University (Royaume-Uni).

Martha Oyanarte (Argentine)

M^{me} Oyanarte est Chef de cabinet du Président de la République argentine depuis juillet 2003 et Ministre de la fonction publique depuis 2008. Elle est titulaire

d'un diplôme en droit avec mention de l'Université de Buenos Aires. Elle est médiatrice auprès du Ministère de la justice, cofondatrice et Présidente de Poder Ciudadano, une fondation non partisane de promotion de la participation des citoyens. De 1996 à 1997, elle a dirigé le Centre de participation citoyenne et de gestion de la municipalité de Buenos Aires et de 2000 à 2003, elle a été représentante de la ville de Buenos Aires. En outre, elle a présidé la Commission de la justice de l'Assemblée législative de Buenos Aires de 2000 à 2003 et a rempli les fonctions de Sous-Secrétaire à la réforme institutionnelle et au renforcement de la démocratie, et dirige le Programme d'audit citoyen depuis 2003. M^{me} Oyanarte a également siégé au Conseil académique de l'Institut de promotion des droits de l'homme, au Comité d'organisation du dialogue interaméricain, au Centre international de recherche sur les femmes basé à Washington et au Conseil d'experts sur la gestion du secteur public. Elle est l'auteur des ouvrages suivants : a) *Tu ausencia, Tu presencia* (Ton absence, ta présence), décembre 1987; b) *Cómo ejercer su poder ciudadano* (Comment exercer son pouvoir citoyen), décembre 1992, Norma Publishing House; c) *Mediación : una transformación cultural* (Médiation : une transformation culturelle), coauteur, 1995, Paidós Publishing House; et d) « La doble hélice » dans *Activists and Intellectuals in the Civil Society in Latin America*, coauteur, 2006, CEDES Publishing House.

M^{me} Rowena G. Bethel (Bahamas)

M^{me} Bethel est conseillère juridique auprès du Ministre des finances, membre de la Commission exécutive de la Commission de contrôle et superviseur du programme de lutte contre le blanchiment d'argent en ce qui concerne les institutions financières non traditionnelles. Elle est titulaire d'une licence de Leicester University (Royaume-Uni) d'une licence en droit et en politiques concernant la téléinformatique de l'Université de Strathclyde (Royaume-Uni) et d'un diplôme de droit sur le cybercommerce offshore décerné par Internet Business Law Services (États-Unis d'Amérique). Elle a été admise au barreau anglais en 1982 et est membre actif du barreau des Bahamas depuis 1983. En tant que conseillère juridique, M^{me} Bethel assure des services spécialisés au Ministère des finances dans les domaines suivants : programme concernant le cybergouvernement et la société de l'information; privatisation de la société des télécommunications des Bahamas (la Société nationale des télécommunications); réglementation du secteur financier et du secteur des télécommunications; et coopération fiscale transfrontière. Elle est à l'origine de l'adoption d'importants textes de lois, à savoir : l'ensemble des lois d'habilitation relatives au cybercommerce en 2003 (la loi sur les communications et les opérations électroniques, la loi sur le piratage électronique et la loi sur la protection des données); l'Accord relatif à l'échange d'informations dans le domaine fiscal entre les Bahamas et les États-Unis d'Amérique permettant d'établir des cadres législatifs et administratifs; ainsi que les modifications apportées, en 2007, à la législation financière, qui ont, notamment, permis de renforcer la coopération entre les organismes de réglementation nationaux et accru les pouvoirs de la Commission chargée de surveiller l'émission et la négociation de valeurs mobilières aux Bahamas. Elle a joué un rôle important dans l'équipe gouvernementale chargée d'obtenir la radiation des Bahamas des listes noires établies par les organismes multilatéraux en 2000. Depuis 2002, M^{me} Bethel représente les Bahamas au Forum mondial sur l'impôt créé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par ailleurs, elle est

également membre a) du Groupe de travail de l'OCDE sur l'égalisation des chances; b) du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale; et c) du Conseil stratégique de haut niveau de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement de l'ONU. Elle a également été conseillère technique et négociatrice auprès du mécanisme régional de négociation de la Communauté des Caraïbes dans les domaines de la protection des données, des questions fiscales et financières; et observatrice du Comité d'experts de l'administration publique à la dernière session.

M. Luis Aguilar Villanueva (Mexique)

M. Villanueva est Directeur général de Gerencia Pública, cabinet de consultants spécialisé dans les services aux pouvoirs publics dans les domaines de la gestion stratégique, de la gestion de la qualité et de l'organisation, depuis 1992 et est professeur d'administration publique à l'Université autonome métropolitaine. Il est titulaire d'un doctorat en philosophie, mention philosophie des systèmes politiques (1973) et est membre du Système national de recherche dans les domaines des pouvoirs publics et de l'administration publique. Il donne des cours sur des sujets concernant l'analyse des politiques et la gestion des affaires publiques à Mexico et à l'étranger. Il a été Vice-Ministre du développement politique (1994-1995) et Directeur de cabinet du Ministre de l'intérieur (1996-1997). Il a siégé au Conseil d'administration de l'Institut national d'administration publique (1993-1997) et a été le premier Président de l'Institut mexicain d'analyse des politiques gouvernementales. Il a siégé dans plusieurs conseils d'associations civiles et comités de rédaction.

Paul Oquist (Nicaragua)

M. Oquist est actuellement Ministre des politiques nationales du Nicaragua et Secrétaire personnel du Président chargé des politiques nationales. Il est également Conseiller principal au sein du Cabinet du Président de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. M. Oquist a occupé la fonction de chef des conseillers présidentiels au Nicaragua et a également dispensé des conseils aux gouvernements de l'Équateur, de la Mongolie et du Pakistan, au nom du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sur des questions concernant l'administration publique, la décentralisation, le développement du secteur privé et le renforcement des capacités techniques dans divers secteurs tels que les technologies de l'information, la comptabilité, l'audit et la formation. Il a par ailleurs été Directeur et Conseiller régional du programme régional du PNUD relatif à la gouvernance en Asie. En cette qualité, il a joué un rôle décisif dans l'adoption de réformes de la gouvernance en Chine, la consolidation de la paix dans le sud des Philippines et la création d'un réseau d'analyse des politiques entre les parlements des pays de la région Asie. M. Oquist est l'auteur d'un programme de formation en plusieurs modules sur la gouvernance, dont le module de base est intitulé « Humanitarian Governance for Human Security » (Assurer la sécurité humaine par une gouvernance humanitaire). Il a joué un rôle essentiel dans la transition démocratique de son propre pays ainsi que dans la réorganisation de la fonction présidentielle en Équateur et dans la mise en œuvre de la réforme de l'administration publique au Chili. Il a fondé et dirige l'Instituto de Estudios

Nicaragüenses, un institut qui a réalisé d'importantes études pour le compte de l'Union européenne sur les divers aspects d'une bonne gouvernance, notamment l'éducation, les droits de l'homme, le renforcement des institutions démocratiques, la société civile et l'autonomisation des populations locales. Il a élaboré plusieurs programmes de renforcement des capacités pour diverses institutions, notamment l'École des cadres du système des Nations Unies à Turin (Italie) et l'Union européenne. Il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Californie à Berkeley.

Gwendoline Williams (Trinité-et-Tobago)

M^{me} Williams a travaillé à tous les échelons du système éducatif dans les Caraïbes. À partir de 1978, elle a formé des enseignants des cycles secondaire et supérieur et a été conférencière et Chef du Département des études de gestion et doyenne adjointe de la faculté de sciences sociales et d'études de gestion. Elle est membre du corps enseignant de l'Institut de commerce de l'Université des Antilles (programme de maîtrise en administration des entreprises consacré à l'encadrement et au commerce international et programme de maîtrise en gestion des ressources humaines). Elle fait partie de l'équipe de gestion du changement du Ministère des services publics et de l'environnement de Trinité-et-Tobago ainsi que du système judiciaire, et participe aussi aux travaux de réforme de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) visant à promouvoir l'adoption d'une approche davantage axée sur les résultats dans les secteurs de l'éducation et des sciences sociales (équité entre les sexes et gestion). M^{me} Williams est spécialiste de la formation aux techniques de gestion dans les secteurs public et privé et dans le milieu associatif et s'intéresse tout particulièrement au renforcement des capacités dans les domaines de la gestion et de l'organisation, de la gestion du changement, de la gestion des ressources humaines et de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Elle a participé à des initiatives de planification stratégique et d'intégration d'une perspective sexospécifique dans les politiques et programmes pour le secteur public, dans le cadre des activités du Secrétariat du Commonwealth et du Ministère britannique du développement international en Jordanie, à Malte, aux Maldives et en Gambie. M^{me} Williams est membre de plusieurs équipes consultatives pour des organisations régionales et internationales telles que le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, le Réseau d'innovations éducatives pour le développement des Caraïbes, le Secrétariat du Commonwealth, l'Association des universités du Commonwealth, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et le British Council (Ministère britannique du développement international).

Susan L. Woodward (États-Unis d'Amérique)

M^{me} Woodward est expert universitaire et conseillère politique, spécialisée dans les Balkans, l'Europe de l'Est et l'ère postsoviétique ainsi que dans l'intervention dans les conflits civils et la reconstruction après un conflit. Elle est titulaire d'une licence de l'Université du Minnesota et d'une maîtrise et d'un doctorat de l'Université de Princeton. Elle a enseigné à Yale, à la Paul H. Nitze School of Advanced Studies, à Johns Hopkins, à l'Université du Northwestern et

dans d'autres établissements. De 1999 à 2000, elle a été chargée de recherche principale au Centre for Defence Studies du King's College (Londres) et, de 1990 à 1999, maître de recherche à la Brookings Institution. Elle est l'auteur de divers ouvrages, dont *Socialist Unemployment: The Political Economy of Yugoslavia, 1945-1990* et *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War*, et a également publié de nombreux articles sur des sujets divers tels que la consolidation de la paix et l'édification de l'État, les États-Unis d'Amérique et la politique internationale concernant la guerre en Bosnie et le Kosovo, l'économie politique de la Yougoslavie socialiste et les problèmes de sécurité des États fragiles ou en faillite. Le professeur Woodward a exercé les fonctions de chef du Groupe d'analyse et d'évaluation de la mission des Nations Unies en ex-Yougoslavie et a joué le rôle de consultant auprès de plusieurs organismes du système des Nations Unies, de la Banque mondiale, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ainsi que des États-Unis et des Ministères du développement, des affaires étrangères et de la défense du Royaume-Uni.

Mushtaq Khan (Bangladesh)

M. Khan est professeur d'économie à la faculté de droit et de sciences sociales de l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres et a été professeur invité à l'Université de Dhaka (Bangladesh) et à l'Université Chulalongkorn (Thaïlande). Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Cambridge. Ses domaines de recherche sont l'économie institutionnelle, la maximisation de la rente, la corruption et le clientélisme, la politique industrielle et l'intervention étatique dans les pays en développement. Il s'intéresse au développement économique de l'Asie du Sud et du Sud-Est en général, et à celui du sous-continent indien en particulier. Il est l'auteur de *State Formation in Palestine: Viability and Governance during a Social Transformation* (2004) et de *Rents, Rent Seeking and Economic Development: Theory and Evidence in Asia* (2000). Il a également contribué à de nombreux ouvrages collectifs et a notamment rédigé les chapitres suivants : « Corruption and governance in early capitalism: World Bank strategies and their limitations » (*Reinventing the World Bank*, 2002); « State failure in developing countries and strategies of institutional reform » (*Towards Pro-Poor Policies: Aid Institutions and Globalization*, 2004); « The capitalist transformation » (*The Origins of Development Economics: How Schools of Economic Thought Have Addressed Development*, 2005). Il a publié des articles dans de nombreuses revues, notamment *American Economic Review*, *Economics of Transition*, *Democratization*, *Journal of Agrarian Change*, *New Political Economy*, *Journal of International Development* et *The European Journal of Development Research*. Parallèlement à sa carrière universitaire, M. Khan a été consultant auprès d'institutions internationales venant en aide aux pays pauvres, notamment la Banque mondiale, le Ministère britannique du développement international, le PNUD et la Banque asiatique de développement.

Wang Xiaochu (Chine)

M. Wang est Vice-Ministre du personnel de la Chine. Il est membre du Conseil de la Société chinoise d'administration publique. De 1996 à 2003, il a exercé successivement les fonctions de directeur général adjoint, directeur général par

intérim et directeur général du Département d'échanges et de coopération internationaux du Ministère du personnel. Il a été Directeur exécutif du Comité préparatoire de la troisième Conférence internationale sur les sciences administratives coparrainée par le Gouvernement chinois et l'Institut international des études asiatiques à Beijing en 1996. De 1998 à 2000, M. Wang a coordonné les activités du Groupe de travail sur la mise en valeur des ressources humaines de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Il a organisé et présidé les dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième réunions du Groupe de travail et coprésidé les Comités préparatoires de la troisième (Washington, 1998) et de la quatrième (Kumamoto, Japon, 2000) réunions ministérielles de l'APEC sur la mise en valeur des ressources humaines. Il a été Directeur exécutif du Comité préparatoire de la Réunion de haut niveau de l'APEC sur le renforcement des capacités (Beijing, 2001). De 1993 à 1996, M. Wang a exercé les fonctions de conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il a été membre de la délégation chinoise aux quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et a représenté la Chine à la Cinquième Commission.

Siripurapu Kesava Rao (Inde)

M. Rao est actuellement Directeur de l'Administrative Staff College of India (ASCI), institut de formation continue ouvert aux administrateurs et gestionnaires des secteurs public et privé. Il a été conseiller pour les questions économiques au Ministère du commerce à New Delhi. Il a travaillé de 1978 à 2001 à divers postes diplomatiques au sein de la Division des affaires économiques, au Secrétariat du Commonwealth à Londres, puis comme Directeur de la Division de la planification et de l'évaluation stratégiques, cellule de réflexion du Secrétariat. De 1993 à 2000, il a été membre du Comité de la gestion (présidé par le Secrétaire général du Commonwealth), organe chargé de la gestion du Secrétariat.

Hyam Nashash (Jordanie)

M^{me} Nashash est actuellement maître de conférences en administration de l'enseignement (assurance qualité) à l'Université des sciences appliquées d'Al Balqa (Jordanie). Elle joue également le rôle d'expert et de consultant auprès de divers organismes internationaux, notamment la Banque mondiale, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Union européenne (UE), la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le Ministère de la santé des Émirats arabes unis, le Ministère des municipalités et l'Autorité chargée du développement urbain du Qatar, la Banque centrale de Jordanie (Al-Hussein Fund for Excellence), le Conseil supérieur de la population de la Jordanie et Crestcom International. M^{me} Nashash est membre du réseau mondial des innovateurs de l'Université d'Harvard (et a participé en qualité d'expert aux conférences annuelles du réseau), du réseau mondial des innovateurs du Département des affaires économiques et sociales, du Groupe européen d'administration publique et du comité de validation du projet de jumelage entre le Canada et la Jordanie. Elle est auteur et coauteur de plusieurs publications. Elle est

spécialiste de la gestion et de la qualité et s'intéresse plus particulièrement à l'assurance qualité, à la création de modèles et de prix d'excellence, à la gouvernance et à l'innovation, à la réforme du secteur public et au renforcement des capacités, à l'enseignement et à la formation.

Pan Suk Kim (République de Corée)

M. Kim a été Secrétaire du Président pour la politique du personnel au sein du Cabinet du Président de la République de Corée. Il est actuellement professeur en administration publique au College of Government and Business de la Yonsei University. Il a acquis une vaste expérience des affaires publiques en sa qualité de membre du Comité de la réforme de l'administration et de la Commission présidentielle de l'innovation dans l'administration centrale. M. Kim a également été membre du Comité consultatif sur les politiques du Ministère des affaires étrangères et du commerce, du Ministère chargé de l'administration centrale et des affaires intérieures, de la Commission de la fonction publique et de plusieurs autres organes et comités consultatifs publics. Il siège actuellement au comité de rédaction de plusieurs revues internationales de renom spécialisées dans l'administration et les politiques publiques. Il a été rédacteur en chef de la *Korean Policy Studies Review* et de l'*International Review of Public Administration*, et Président de l'Association coréenne d'administration du personnel. M. Kim a été Rapporteur général lors du vingt-sixième Congrès international des sciences administratives en 2004 et du sixième Forum mondial Réinventer l'État en 2005. Il a été chercheur invité à l'Université Georgetown en 2005.

Philip Yeo Liat Kok (Singapour)

M. Yeo est actuellement Conseiller spécial chargé du développement économique au sein du Cabinet du Premier Ministre de Singapour et préside, depuis avril 2007, le Conseil pour la normalisation, la productivité et l'innovation de Singapour. Il a présidé l'Agence pour la science, la technologie et la recherche de février 2001 à mars 2007 et a exercé les fonctions de conseiller principal chargé des sciences et des technologies au Ministère du commerce et de l'industrie de Singapour d'avril 2007 à septembre 2008. Auparavant, M. Yeo a été Président du Conseil du développement économique, de janvier 1986 à janvier 2001. Il a aussi été, de 1981 à 1987, le premier président du Conseil national de l'informatique, au sein duquel il a joué un rôle moteur dans l'élaboration et la promotion du premier plan national d'informatisation de Singapour, qui devait faire entrer le pays dans l'ère de l'information. Il a exercé les fonctions de secrétaire permanent chargé de la recherche, de la technologie et de la logistique au Ministère de la défense de septembre 1979 à décembre 1985. M. Yeo est titulaire d'une licence en génie industriel de l'Université de Toronto (Canada), d'une maîtrise en conception des systèmes de l'Université de Singapour et d'une maîtrise de hautes études commerciales de l'Université d'Harvard (Cambridge, Massachusetts). Il a été titulaire d'une bourse d'études du Colombo Plan (Canada) de 1966 à 1970, d'une bourse Fulbright (États-Unis) de 1974 à 1976 et d'une bourse Eisenhower en 1987. M. Yeo a été fait docteur *honoris causa* par l'Université de Toronto (Canada), le Karolinska Institutet (Suède) et l'Imperial College de Londres pour son travail de promotion du développement économique de Singapour et de l'Asie. En 2006, il a

reçu le « Order of the Nila Utama (First Class) », la plus haute distinction honorifique de la fonction publique à Singapour.

Mikhail Dmitriev (Fédération de Russie)

M. Dmitriev est actuellement Directeur de recherche au Centre d'études stratégiques. Auparavant, il a été Premier Vice-Ministre du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie (2000-2004) et s'occupait expressément des réformes de la fonction publique, de l'administration publique, de la réglementation, de la politique sociale, de la réforme des retraites, de la santé, de l'éducation et du droit du travail. Il a également été Premier Vice-Ministre du travail et du développement social de 1997 à 1998. Il a été chercheur au Centre Carnegie de Moscou de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (1998-2000) et s'est spécialisé dans les domaines de la réforme de la fonction publique, de la politique sociale, de la réforme des retraites, du secteur financier et des politiques macroéconomiques et budgétaires. Il est également membre du Conseil d'administration de la Nouvelle École économique (Moscou), de l'Institut indépendant de politique sociale (Moscou) et du Bureau d'analyse économique (Moscou).

Meredith Edwards (Australie)

M^{me} Edwards est professeur émérite à l'Université de Canberra. Elle a commencé sa carrière en qualité de Directrice d'études principale (Université nationale australienne) puis est devenue maître de conférences (Université de Canberra). De 1983 à 1997, elle a travaillé dans de nombreux services de l'Administration publique du Commonwealth chargés de donner des conseils sur de grandes questions touchant à la politique sociale, à l'éducation et au marché du travail. Elle a été Secrétaire adjointe du Département du Premier Ministre et du Cabinet de 1993 à 1997, puis vice-rectrice de l'Université de Canberra d'août 1997 à août 2002. Elle a fondé l'Institut national pour la gouvernance en 1999 et l'a dirigé jusqu'en 2005 puis a rejoint l'Université de Canberra, la même année, en qualité de professeur émérite. M^{me} Edwards a présidé, en 2007, un examen du programme de recherche de la School of Government australienne et néo-zélandaise. Elle a également siégé au Wran Committee, spécialisé dans le financement de l'enseignement supérieur (1988-1989) et au Conseil consultatif australien des statistiques (1988-2001). Elle a été membre de l'Institut australien de gestion et du Conseil consultatif du Centre de droit international et de droit public de l'Université nationale australienne puis Présidente de l'Economic Society d'Australie et de Nouvelle-Zélande (Section de l'Australian Capital Territory) de 1994 à 1996. M^{me} Edwards est entrée à l'Académie des sciences sociales australienne en 1994 puis à l'Institut australien d'administration publique en 2001. Elle a publié un grand nombre d'articles et présenté beaucoup de travaux sur l'élaboration et l'analyse des politiques portant plus particulièrement sur l'économie familiale et l'imposition des familles, sur l'aide à l'enfant, le logement, la pauvreté et la participation des femmes à la gestion des affaires publiques, et sur toute une série de questions relatives à la gestion du secteur public. Elle a publié en 2001 un ouvrage intitulé *Social Policy, Public Policy: From Problem to Practice* en s'appuyant sur des études de cas qu'elle avait réalisées pour le Service public du Commonwealth.

M^{me} Edwards a été décorée, en 1992, de l'Ordre d'Australie pour sa contribution à l'éducation et à la protection sociale.

Jan Ziekow (Allemagne)

M. Ziekow est Directeur de l'Institut allemand de recherche pour l'Administration publique et professeur titulaire de droit public à l'Université des sciences administratives de Spire (Allemagne). Il est titulaire d'un doctorat en droit qu'il a préparé dans les Universités de Bielefeld et de Berlin. Il siège au Conseil consultatif sur la loi relative à la procédure administrative (Ministère fédéral de l'intérieur), au Comité directeur pour les partenariats entre le secteur public et le secteur privé (Gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat) et au Conseil consultatif pour un comportement administratif responsable aux niveaux social et écologique (Gouvernement de Brême). Il est également membre du Conseil de gestion de la Section allemande de l'Institut international des sciences administratives et Directeur de l'Institut chargé d'évaluer l'impact de la réglementation. Il a prêté conseil à divers gouvernements dans les domaines suivants : modernisation du secteur public, réforme de l'administration locale et gouvernementale, introduction de nouvelles formes de gouvernance, amélioration de la réglementation, évaluation de l'impact, administration électronique, partenariats entre secteur public et secteur privé et autres formes de coopération, société civile, marchés publics, réglementation des infrastructures, gestion des ressources humaines, procédures administratives et juridiction administrative. M. Ziekow est Directeur et Codirecteur de plusieurs publications et a publié plus de 200 articles dans des revues nationales et internationales.

Valeria Termini (Italie)

M^{me} Termini est actuellement Directrice, en Italie, de la Scuola Superiore della Pubblica Amministrazione (École supérieure d'administration publique). Elle est membre actif du Conseil d'administration et Vice-Présidente de l'Association internationale des écoles et instituts d'administration (AIEIA) pour l'Europe. Elle coprécide le Groupe de travail établi par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et l'Association pour faire appliquer des normes d'excellence en matière d'éducation publique et de formation en administration et promouvoir le renforcement des capacités. Elle siège dans les conseils consultatifs de plusieurs instituts d'enseignement, dont l'Université de Bocconi, l'École européenne d'administration de Bruxelles et l'École nationale d'administration (ENA) de Paris. Elle a présidé la Commission énergie et changements climatiques du Gouvernement italien (2007-2008) et représenté personnellement le Premier Ministre italien à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, au Sommet du Groupe des Huit et à la Réunion des grandes économies, qui se sont tenus dans le cadre du processus post-Kyoto. Elle a rempli les fonctions d'expert auprès de plusieurs commissions gouvernementales, notamment celle qui était chargée de réformer la formation et le recrutement des hauts fonctionnaires italiens (2006). M^{me} Termini a enseigné à plein temps l'économie dans les Universités de Rome (Tor Vergata et La Sapienza), de Trieste, de Brescia et de Cassino et de la Scuola Superiore della Pubblica Amministrazione. Elle a été professeur invité à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni), à l'Université

College de Londres, à la New School et à l'Université de Columbia (New York, États-Unis). Au début de sa carrière, M^{me} Termini a publié des articles sur l'innovation financière et la réglementation des marchés financiers. Elle possède une vaste expérience de la formation des fonctionnaires et du renforcement des capacités, de la gestion de l'énergie et des changements climatiques ainsi que de la réglementation des services d'utilité publique.

Francisco Longo Martinez (Espagne)

M. Martinez est professeur au Département des ressources humaines de l'École supérieure d'administration et de direction d'entreprise, qui est rattachée à l'Université de Ramón Llull (Barcelone, Espagne). Il préside le Conseil des études de l'École et dirige, également à l'Université, l'Institut de gestion des affaires publiques. Il siège au Conseil d'administration de l'École de gestion des affaires publiques (Catalogne) et à la Commission créée par le Gouvernement espagnol pour analyser la nouvelle loi fondamentale régissant le statut des fonctionnaires publics. Il a été Directeur de la Division des ressources humaines et responsable des services centraux de la municipalité de Barcelone avant d'entrer à l'École supérieure. Il siège au conseil de rédaction de diverses revues spécialisées de renommée internationale, notamment l'*International Journal of Public Administration* et la *Review of Public Personnel Administration*. Il a publié de nombreux articles sur la fonction publique, la gestion des affaires publiques, les ressources humaines et la conception des institutions. Il est l'auteur d'un célèbre ouvrage sur la gestion publique des ressources humaines, intitulé *Mérito y Flexibilidad*, qui a été publié en espagnol et en portugais. Il est le coauteur de plusieurs ouvrages dont les deux derniers s'intitulent *Escenarios de la Gestión Pública del siglo XXI* (éd. Bellaterra, 2008) et *La Profesionalización del empleo público en América Latina* (Centro de investigación de relaciones internacionales y desarrollo, 2008). Il a également été consultant auprès de divers gouvernements d'Europe et d'Amérique latine et a prêté conseil à des organisations internationales, notamment à l'ONU, à la Banque mondiale, à la Banque interaméricaine de développement et à l'Institut européen d'administration publique. Il a également contribué à la création de la Charte ibéro-américaine de la fonction publique (2003), dont l'adoption a été accueillie avec satisfaction par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 58/231, datée du 23 décembre 2003. Il est réputé pour avoir mis au point la méthodologie de diagnostic applicable à l'analyse institutionnelle de la fonction publique nationale, actuellement utilisée par la Banque interaméricaine de développement et l'Agence espagnole de coopération internationale. Il est diplômé de la faculté de droit de l'Université de Barcelone.

Walter Fust (Suisse)

M. Fust est depuis mai 2008 Directeur général du Forum humanitaire mondial, qui siège à Genève (Suisse). Il est né en 1945 et a fait ses études à l'Université de Saint-Galle (Suisse) où il a obtenu une maîtrise en sciences politiques. Il a travaillé dans le secteur bancaire et l'administration publique avant d'entrer dans la diplomatie en 1975 et d'occuper plusieurs postes successifs à Genève, Bagdad et Tokyo. De septembre 1983 à la fin de 1984, il a travaillé au Bureau de l'intégration de l'Association européenne de libre-échange (Union européenne). De 1985 à 1986,

il a été le Conseiller personnel du Ministre de l'économie publique et du Président de la Confédération suisse (1985). Il a été élu, en 1986, Directeur général de l'Office suisse d'expansion commerciale. De 1990 à 1993, il a été le Secrétaire général du Ministère de l'intérieur et s'est occupé notamment des domaines suivants : sciences et recherche, environnement, culture, affaires sociales et santé publique. Il a dirigé, de septembre 1993 à avril 2008, la Direction suisse du développement et de la coopération. Il est actuellement Président du Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication et Président du Conseil de Globethics.net (Genève). Il siège au Forum international des fédérations (Ottawa) ainsi qu'aux Conseils d'administration de la nouvelle Bibliotheca Alexandrina, (Égypte), du Conseil international pour la gestion des risques à Genève et de fondations philanthropiques. Il est également membre de l'Équipe spéciale des Nations Unies sur les techniques de l'information et de la communication.

Margaret Saner (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M^{me} Saner est actuellement chargée de conseiller le Premier Ministre kényan sur la planification stratégique de son cabinet, en vertu des nouveaux accords pour une grande coalition. Elle est récemment entrée à la National School of Government au Royaume-Uni pour mettre au point des systèmes d'apprentissage en application de la stratégie de la fonction publique. Auparavant, elle était Conseillère auprès du Service du Premier Ministre, qui s'occupe des questions d'apprentissage et de développement relatives à l'application des nouveaux accords intersectoriels de la fonction publique. Pendant deux ans, M^{me} Saner a été détachée auprès de l'Association de l'administration publique du Commonwealth pour diriger l'initiative consacrée aux instituts. Responsable du Centre for Management and Policy Studies, elle a dirigé la fusion de Corporate Leadership avec le Civil Service College, puis a supervisé, en qualité de Proviseur adjoint, le lancement de la nouvelle National School of Government. Elle est la Directrice fondatrice de l'Institut de Sunningdale et siège aux Conseils d'administration respectifs de la Public Management and Policy Association (PMPA) et de l'Institut royal des affaires internationales, Chatham House. Elle a acquis une solide expérience dans l'élaboration et l'application de programmes nationaux de réforme et de modernisation. Elle a dirigé Corporate Leadership dans le cadre du programme britannique Leading for Delivery et donné des conseils, au sein de la Next Steps Team, sur les aspects de la mise en place d'organismes de direction touchant aux ressources humaines. Elle a dirigé les travaux interdépartementaux sur la qualité et le service à la clientèle et créé la base de données Agency Benchmarking. Lorsqu'elle a travaillé pour l'administration fiscale de l'État puis dirigé un important département opérationnel, M^{me} Saner a utilisé des méthodes novatrices touchant la gestion des résultats et la structure des salaires. En plus de ses activités dans le Commonwealth, elle a dirigé des missions en Europe, en Chine et au Moyen-Orient, et collaboré avec des organisations internationales, notamment l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle a acquis une vaste expérience professionnelle dans la gestion des ressources humaines, a fait partie de divers groupes d'experts établis au Royaume-Uni et a contribué aux activités de l'ONU et du Commonwealth.